



La voix anticapitaliste

Nouveau Parti Anticapitaliste Comité d'Orléans

Contacts: npa.orleans@orange.fr Site : npa 45.org Facebook: NPAjeunes45

Fonction publique : face à la mobilisation, le gouvernement reste droit dans ses bottes ! CONTINUONS LE COMBAT !

Ce 9 mai, 108 000 fonctionnaires selon le ministère de l'Intérieur, 250 000 selon la CGT, ont défilé dans 150 villes de France. Les 5,5 millions d'agents des trois fonctions publiques étaient appelés à arrêter le travail par leurs neuf fédérations syndicales. Encore une fois, l'éducation nationale, mobilisée aussi contre les lois Blanquer, a fourni le gros des troupes. Dans ce secteur, de nouvelles grèves, éventuellement reconductibles, se préparent.

Avant même le début des premières manifestations, le secrétaire d'État en charge de la réforme de la fonction publique donnait une fin de non-recevoir aux fonctionnaires mobilisés en cette journée de grève.

« Nous avons eu quinze mois de concertation, six semaines de consultations officielles, ensuite j'ai accepté beaucoup d'amendements présentés par les deux syndicats qui ont joué le jeu des amendements, la CFDT et l'Unsa », a annoncé Olivier Dussopt, excluant toute renégociation. Le texte du projet de loi qui arrive lundi à l'Assemblée nationale en première lecture est pareil aux intentions originelles du gouvernement.

Grosse mobilisation des enseignantEs

Les premiers défilés jeudi matin ont regroupé 5000 manifestants à Lyon et Nantes selon les organisateurs, 4000 à Marseille ou encore 2500 à Clermont-Ferrand et 1500 à Orléans. Un niveau de mobilisation en demi-teinte : loin d'être ridicule, et même réellement fourni du côté des enseignants, mais sans être la déferlante qu'une journée appelée par toutes les fédérations de fonctionnaire aurait pu laisser imaginer. D'autant que le projet de loi va modifier profondément la fonction publique en utilisant bien plus de contractuels, en lançant des plans de départs volontaires et en fusionnant les instances représentatives du personnel.

Ailleurs il faut faire mieux !

Dans la Santé le tous ensemble est urgent !

Alors que les services d'urgences sont en grève depuis plusieurs semaines à Paris, les membres du collectif Inter-urgences ont profité du passage du défilé à proximité du ministère de la Santé pour faire un die-in. Pour autant, les chiffres de grève donnés par le ministère de la Fonction publique font état d'une grève modérément suivie. Avec 4% de grévistes chez les hospitaliers il y a mieux à faire et les Fédérations

syndicales n'ont pas ou peu mobilisé ! Les problèmes sont pourtant énormes : A l'hôpital de Pithiviers la grève a commencé hier vendredi 10 car les bonzes de l'Agence Régionale Santé viennent contrôler les possibilités de survie de l'Hôpital ! Idem pour les hôpitaux de Blois et Tours qui démarrent la grève pour l'augmentation des effectifs et de meilleures conditions de travail !

Dans la territoriale on attend quoi ?

3% de grévistes alors que les restructurations autour des métropoles ont vidé les petites villes des forces vives de leurs « communaux » ! Où étaient les centaines de fonctionnaires reclassés, laissés pour compte de la ceinture d'Orléans ? Leur avenir, malgré les quelques primes de « reconversion », s'annonce limité par une refonte de leur statut et des déroulements de carrière au choix des politiques « les budgets doivent être maîtrisés ! »

Et les autres assimilés tous disparus ! ?

Très peu d'agentEs des Impôts, des douanes, etc. Et sur les doigts de la main les PostierEs, les CheminotEs, les gazierEs et ElectricienEs. Sont-ils déjà tous privatisés et sans statut de référence ?

Il faut remettre à l'ordre du jour en se méfiant des responsables syndicaux qui ne songent pas à faire gagner les salariéEs mais faire avances leurs intérêts. La multiplication des luttes à l'Education Nationale et à l'hosto doivent se généraliser et se centraliser !



Orléans le 10 mai 2019.

Grèves en série à la Poste : qu'est-ce

qu'on attend pour s'y mettre tous ensemble ?

Ces dernières semaines, les grèves se sont multipliées à la Poste. Ainsi, à Amboise (Indre et Loire) les postier-e-s entament leur troisième semaine de grève consécutive, contre les tournées sacoche et la dégradation des conditions de travail que cela entraîne. A Yzeure (Allier) également, les salariés sont en grève depuis le 2 mai contre une nouvelle réorganisation. Un cadre de la Poste a d'ailleurs agressé une militante CGT, fonçant sur elle avec sa voiture. A Saint-Etienne, le 2 mai, grève à l'appel d'une large intersyndicale contre la méridienne et les nouveaux services. Dans les jours précédents, des grèves avaient eu lieu le 29 avril à Muzillac, dans le Morbihan, et le 21 avril à Toulouse, au Mirail. A Castanet (Haute-Garonne) les postier-e-s sont toujours en grève depuis le 6 avril. Enfin, les postier-e-s d'Ille et Vilaine sont de nouveau appelés à une grève départementale le 17 mai par une intersyndicale CGT - CFDT - FO - SUD, contre les îlots et la méridienne. Sans parler, bien évidemment, de la grève dans les Hauts de Seine. Tout cela montre qu'il existe de réelles potentialités dans le secteur et que nous devons construire cette grève nationale qui mettra enfin un terme à tous les projets destructeurs de La Poste !

Trois militant-e-s d'ANV-COP21 Orléans sont convoqué-e-s au commissariat d'Orléans le lundi 13 mai à 9 h 30 pour avoir "réquisitionné" le portrait d'Emmanuel Macron dans la salle des mariages de la mairie de Saint Jean de la Ruelle ! Crime de lèse majesté

Depuis le 21 février, des actions de "réquisition" de portraits du président français intitulées «Sortons Macron» se multiplient en France. Ces "réquisitions" laissent un vide symbolisant l'inaction du gouvernement depuis l'Accord de Paris sur le climat.

Malgré des mois de manifestations pour le climat et la mobilisation de citoyens, experts et personnalités, aucune mesure n'a été prise qui réponde à l'urgence climatique et sociale.

Ces militant.e.s d'Action Non-Violente COP21 font l'objet d'une répression sans précédent :

- auditions, gardes à vue, perquisitions de leur logement ou leur lieu de travail, procès,
- convocations de journalistes et youtubeurs ayant couvert les actions,
- la Brigade de Lutte Anti-Terroriste (B.L.A.T.) a été dépêchée pour travailler sur ce dossier,
- la gendarmerie a reçu des directives particulières contre ces militants : elle doit «s'assurer qu'une procédure judiciaire de flagrance soit systématiquement ouverte pour vol aggravé (en réunion)» et «recueillir les plaintes des maires ou, à défaut, celles des préfets en substitution, de manière à conforter la réponse pénale des parquets». Elle est également encouragée à prendre attache avec le

bureau de lutte antiterroriste (B.L.A.T.) «afin de déterminer les modalités à mettre en œuvre pour rechercher la responsabilité morale de l'association».

- le Service central de renseignement criminel (S.C.R.C.) est également mobilisé pour analyser chaque semaine les comptes-rendus de police judiciaire « faisant apparaître les termes «portrait président» et/ou “ANV-COP21”»

Un zèle particulièrement «insolite» selon certains magistrats qui rappellent que policiers et tribunaux ont d'autres priorités que de juger en urgence des faits d'une «d'une gravité très modérée».

Accusés de «vol en réunion», ou «vol aggravé», ces militants qui n'agissent que pour rétablir une justice sociale et climatique et s'engagent à rendre les portraits dès le changement de politique du gouvernement en faveur du climat risquent 5 ans de prison et 75.000 euros d'amende.

Ces moyens sont, à notre avis, disproportionnés contre des actions non-violentes, menées à visage découvert, qui ne visent qu'à dénoncer l'inaction du gouvernement face au dérèglement climatique et l'urgence sociale, en laissant symboliquement des murs de mairies vides de portrait présidentiel.

Nous soutenons les trois militant-e-s d'Anv-Cop21 Orléans convoqué-e-s le lundi 13 mai 2019 à 9h30 au commissariat d'Orléans, 63 rue du faubourg Saint-Jean.